



Catherine Ashton

On commence en avoir un peu marre de cette histoire de sanctions. Vraiment ! Il est certain que la main de la France colonisatrice a mis le pied dans une fourmilière à la Gallieni. Qui sait, cela fera peut-être remonter la cote de popularité de François Hollande au sein des Français ? En tout cas, je parie tout ce que vous voulez mais il ne sera jamais réélu celui-là. Toutefois, Catherine Ashton, a nuancé la menace. Ainsi, elle parle de « *mesures restrictives ciblées exclusivement sur les personnes faisant obstacle au processus électoral et à la mise en œuvre de la feuille de route* ».

Bravo ! Ar

rêtez donc de prendre les Malagasy pour des éternels indigènes colonisés. Ils ont déjà assez été sanctionnés depuis le 6 août 1896. Cela n'empêchera pas la terre de tourner ni la vie de continuer pour autant. Sanctionnez une fois pour toutes et qu'on en finisse avec ces enfantillages. Voici les déclarations de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission de l'Union européenne.

Jeannot Ramambazafy – 6 août 2013

COMMUNIQUE D'ÉPRESE

Déclaration du porte-parole de Catherine Ashton,

Haute Représentante de l'UE, sur la situation politique à Madagascar

Le porte-parole de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, a fait ce jour la déclaration suivante:

"La Haute Représentante se déclare profondément préoccupée par l'absence de progrès dans la mise en œuvre de la feuille de route qui remet sérieusement en cause la transition consensuelle et inclusive, appuyé par la communauté internationale, qui devait amener à la restauration de l'ordre constitutionnel à Madagascar.

Elle salue les derniers efforts réalisés par le médiateur Chissano et le Commissaire Lamamra, lors de leur récente mission à Antananarivo, et l'ouverture dont ont fait preuve les acteurs politiques malgaches. Elle les exhorte à mettre en œuvre dans les deux prochaines semaines,

la totalité du plan en sept points afin de permettre la tenue d'élections présidentielles et législatives encore cette année. Si tel était le cas, l'UE relancerait ses actions de soutien aux processus électoraux et apporterait son plein soutien à la CEJ-T pour l'organisation et le déroulement effectifs des élections avant la fin du mois de novembre.

Dans le cas contraire, l'UE serait déterminée à adopter, en concertation avec d'autres partenaires internationaux et en ligne avec les recommandations du GIC-M, des mesures restrictives ciblées exclusivement sur les personnes faisant obstacle au processus électoral et à la mise en œuvre de la feuille de route.

La Haute Représentante rappelle que suite à l'interruption du processus électoral, l'UE a été amenée à geler temporairement sa contribution financière au Projet d'Appui au Cycle Electoral à Madagascar (PACEM) ainsi que le déploiement de la Mission d'Observation Electorale.

L'UE, qui reste solidaire avec le peuple malgache pris en otage, ne remet aucunement en cause son appui aux programmes bénéficiant directement à la population et aux actions menées par la société civile visant la démocratisation."

Bruxelles, le 6 août 2013

A 414/13